



Revue de presse



Mercredi 22 février 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Examen de la redynamisation des relations économiques et financières algéro-jordanienes



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a reçu, mardi à Alger, le ministre jordanien de l'Industrie, du Commerce et de l'Approvisionnement, également ministre du Travail, Yousef Al-Shamali, avec qui il a examiné les relations économiques et financières bilatérales et les perspectives de leur redynamisation, indique un communiqué du ministère.

Économie et finances : Redynamiser les relations



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a reçu, hier à Alger, le ministre jordanien de l'Industrie, du Commerce et de l'Approvisionnement, également ministre du Travail, Yousef Al-Shamali, avec qui il a examiné les relations économiques et financières bilatérales et les perspectives de leur redynamisation, indique un communiqué du ministère.

Bonne gouvernance

Un administrateur, quelle que soit sa place dans la pyramide hiérarchique, ne peut agir et se confondre avec un automate. La bonne gouvernance, que le Président appelle de tous ses vœux, se fonde sur des compétences administratives et politiques, ainsi que le sur le sens de l'organisation ; des qualités humaines qui obligent à réfléchir avant d'agir, notamment dans la façon d'interpréter et d'appliquer une directive d'où qu'elle vienne.

Épanouissement

Depuis son accession à la magistrature suprême, l'action du Président Abdelmadjid Tebboune s'inscrit avec la même détermination dans le sens de la poursuite de l'ambitieux programme de réformes destiné à baliser l'édification de l'Algérie nouvelle reposant sur les principes de justice sociale, tels que prônés par l'Islam et dans le respect des libertés fondamentales et de la protection des multiples acquis sociaux, toutes catégories confondues, notamment la préservation du pouvoir d'achat et l'équilibre régional, et ce quelle qu'en soit la conjoncture, notamment lors de la pandémie de coronavirus où l'Etat a fait jouer pleinement les ressorts de la démocratie sociale.



[Bilan de la redynamisation des relations économiques et financières algéro-jordaniennes](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a reçu, mardi, à Alger, le ministre jordanien de l'Industrie, du Commerce et de l'Approvisionnement, et le ministre du Travail, Yousef Al-Shamali, avec qui il a évoqué les relations économiques et les institutions financières bilatérales et les perspectives de leur redynamisation. , indique un communiqué du ministère.



[Insatisfait du traitement réservé à certains dossiers : La colère du président](#)

L'ire du chef de l'état se justifie, en ce sens que ses instructions se heurtent, soit à une bureaucratie criminelle, soit à un excès d'autoritarisme ou encore à une vision passéiste. Dans une dépêche qui commente le dernier Conseil des ministres, l'APS a vu dans le communiqué qui a sanctionné la réunion, matière à «décrypter» et «à lire entre les lignes».



[Finance islamique : Une remarquable avancée](#)

«La valeur des dépôts enregistrés au niveau des banques publiques et privées dédiées à la finance islamique a atteint les 500 milliards de DA à l'échelle nationale. Valeur sûre de la réforme bancaire, la finance islamique est en phase de confirmer l'importance de son rôle dans la relance économique.



[Revalorisations salariales : Des collectifs dans l'expectative](#)

Une brèche a été ouverte autant pour le privé que pour le reste des institutions publiques affiliées directement à plusieurs ministères. Les valorisations salariales attendues pour ce mois de mars 2023 au profit de 2 800 000 agents relevant de la Fonction publique ont ouvert des brèches au sein de nombre d'institutions et établissements nationaux.

Accélération du paiement des salaires de mars et avril : une mesure exceptionnelle autorisée par le Ministère des Finances

La Direction Générale du Budget et la Direction Générale du Trésor et de la Gestion Comptable des Opérations Financières de l'Etat au Ministère des Finances ont autorisé, de manière exceptionnelle, le paiement des salaires des employés et aides pour les mois de mars et avril 2023 en découvert.



Action gouvernementale : Réquisitoire présidentiel et des questions

Dans une dépêche diffusée hier en milieu d'après-midi, l'agence de presse APS annonce que le président Tebboune doit encore prendre des mesures «draconiennes» pour mettre fin à une certaine «culture de la passivité», qui met à mal la concrétisation de certaines mesures prises».



Le glaive contre la spéculation

Maîtriser les circuits commerciaux et garantir la normalité des prix à la consommation n'est pas une mission facile pour le gouvernement. Le dernier Conseil des ministres réuni lundi a abordé le sujet en profondeur. Il n'est pas dit que l'intérêt qui lui est accordé est similaire à celui qui lui était consacré dans le passé à l'approche du mois de ramadan où l'on se limitait à adresser des recommandations inefficaces en appelant les commerçants à faire preuve de retenue et de sagesse.



Formation sur la loi organique relative aux lois de finances : Une première session au profit des walis.

En application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, notamment celles en lien avec le renforcement des capacités des cadres du secteur en vue d'améliorer la performance du service public, il a été décidé d'organiser des journées d'étude autour de la loi organique relative aux lois de finances au profit des walis de la République.

Finance islamique : L'Algérie peut-elle devenir leader ?

Le cinquième Congrès international sur la finance islamique, organisé par le laboratoire des études en finance islamique et du développement durable au centre universitaire Morsli-Abdellah à Tipasa a pris fin ce mardi après deux jours de travaux et d'ateliers autour du thème de l'industrie de la finance islamique et les exigences du leadership.



Algérie : les salaires de mars et avril seront exceptionnellement versés à découvert

Les salaires des travailleurs seront exceptionnellement versés à découvert durant les mois de mars et avril. Dzair Daily vous en dit plus sur cette mesure dans la suite de ces lignes du 21 février 2023.



Algérie : comment obtenir des revenus en devises en tant que prestataire de services ?

Le CNRC a inscrit l'activité d'exportation de services numériques dans la liste des activités commerciales : ce qui permettra aux inscrits d'obtenir leurs revenus en devises fortes. Dzair Daily vous en dit davantage dans la suite de ces lignes du 21 février 2023.



التأكيد على تعزيز العلاقات الاقتصادية و المالية بين الجزائر و الأردن

استقبل وزير المالية, ابراهيم جمال كسالي, اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة, وزير الصناعة والتجارة والتمويل الأردني, يوسف الشمالي, الذي يشغل أيضا منصب وزير العمل, حيث استعرض معه العلاقات الاقتصادية و المالية الثنائية و افاق تعزيزها, حسبما جاء في بيان للوزارة.

التأكيد على تعزيز العلاقات الاقتصادية و المالية بين الجزائر و الأردن



استقبل وزير المالية, ابراهيم جمال كسالي, اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة, وزير الصناعة والتجارة والتموين الأردني, يوسف الشمالي, الذي يشغل أيضا منصب وزير العمل, حيث استعرض معه العلاقات الاقتصادية و المالية الثنائية و افاق تعزيزها, حسبما جاء في بيان للوزارة.



وفقا للشبكة الاستدلالية الجديدة متضمنة الزيادات المقررة : تسريع دفع رواتب مارس وأفريل على المكشوف

رخصت المديرية العامة للميزانية والمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة لدى وزارة المالية بدفع رواتب الموظفين والأعوان لشهري مارس وأفريل 2023 على المكشوف، وذلك بصفة استثنائية. ويقصد بالدفع على المكشوف ضخ الأجور قبل توفر الاعتمادات المالية اللازمة لتغطيتها، وذلك بعد استشارة وزارة المالية، وهو إجراء استثنائي يتم اللجوء إليه، في حالات خاصة لتسريع تمكين العمال من الاستفادة من مستحقاتهم.



كيف تحصل على دخل بالعملة الصعبة كمصدّر للخدمات في الجزائر؟

أدرج المركز الوطني للسجل التجاري نشاط تصدير الخدمات الرقمية في قائمة النشاطات التجارية المعنية بالقيود في السجل. وتسمح ممارسة هذا النشاط في الجزائر، بالاستفادة من التدابير الجديدة المتعلقة بتمكين مصدري الخدمات الرقمية من الحصول على عائدات خدماتهم بالعملة الصعبة بشكل كامل.



استثناء.. الترخيص لدفع رواتب شهري مارس وأفريل على المكشوف

رخصت المديرية العامة للميزانية والمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة لدى وزارة المالية بدفع رواتب الموظفين والأعوان خلال شهرين مارس وأفريل لسنة 2023 على المكشوف، وذلك بصفة استثنائية. كما يقصد بالدفع على المكشوف ضخ الأجور قبل توفر الاعتمادات المالية اللازمة لتغطيتها. وذلك بعد استشارة وزارة المالية، وهو إجراء استثنائي يتم اللجوء إليه، في حالات خاصة لتسريع تمكين العمال من الاستفادة من مستحقاتهم.



هذه هي مخرجات المؤتمر الدولي للمالية الإسلامية

أوصى المؤتمر الدولي الخامس حول "الصناعة المالية الإسلامية في الجزائر ومتطلبات الريادة: الأسس والآفاق" الذي اختتمت فعاليته مساء اليوم بالمركز الجامعي مرسلي عبد الله بتييازة، بوضع خطة استراتيجية مستوعبة لمكونات قطاع المصرفية الإسلامية بالجزائر، وتركيز السياسة المصرفية للمصارف الإسلامية على تمويل جميع القطاعات الاقتصادية.

**LENTEURS, TENSIONS SUR CERTAINS PRODUITS ET PERSISTANCE
DE CERTAINES PRATIQUES**

Tebboune hausse le ton !

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui est parvenu en l'espace de trois ans, et en dépit de certains «imprévus», à transformer l'Algérie, doit encore prendre des mesures «draconiennes» pour mettre fin à une certaine «culture de la passivité», qui met à mal la concrétisation de certaines mesures prises.

Le président de la République, qui a engagé une véritable course contre la montre et qui ne dort jamais sur ses lauriers, sait que d'autres «thérapies» s'imposent pour en finir avec cette tumeur maligne connue sous le nom de «bureaucratie».

Le communiqué du Conseil des ministres d'hier est à «décrypter» et surtout à lire «entre les lignes».

Oui, hier, le titre de «Le coup de gueule du président» y conviendrait aisément.

Le Président est réellement en colère, il n'est pas du tout content de la cadence de traitement de nombreux dossiers par le gouvernement.

Des échéances très «élastiques», des chiffres «approximatifs», des décisions qui «perturbent» le quotidien des citoyens et celui des opérateurs économiques, ont fait sortir le Président de ses gonds.

Quand le Président parle de l'autorité de l'État, certains comprennent «autoritarisme», quand il insiste sur la protection de la production nationale, certains comprennent «protectionnisme».

Le Président n'a, à aucun moment, «ordonné» la destruction de constructions illicites, c'est plutôt de prendre des mesures pour que cela ne se reproduise plus à l'avenir. Il faut agir en amont, pas une fois la bâtisse construite et habitée.

Le Président œuvre pour une Algérie ouverte sur le monde, non pas pour un pays



fermé. Il n'a, à aucun moment, interdit les importations, «l'autosuffisance n'existe dans aucun pays au monde, les importations sont nécessaires». Il a plutôt exigé la fin de l'anarchie. Comprendre: pas d'importations de produits dont le citoyen n'a aucun besoin. Il a exigé d'assainir le secteur pour mettre fin aux surfacturations, source de transferts illégaux d'importantes sommes en

devises, qui se chiffrent en milliards de dollars.

D'ailleurs, cette opération d'assainissement du fichier des importateurs a permis de démasquer et de supprimer un important nombre d'importateurs, dont le chiffre a chuté de 43 000 importateurs à 14 096 enregistrés au registre de commerce.

Le citoyen est une ligne rouge, son bien-être est la prio-

rité des priorités. Toute l'action du président de la République a pour objectif de refléter le fait fondamental que les Algériens qui l'ont élu le 12 décembre 2019 ne veulent ni un retour aux pratiques du passé, ni à l'autoritarisme, ni au protectionnisme, ni à la hogra et aux désastres que représente un pays, qui a été verrouillé et livré au bon vouloir de certains «dangereux» bureaucrates.

L'Algérie des années 2020 est radicalement différente. Elle est sur orbite. Elle est dirigée par un Président qui a gagné l'estime de toutes les franges de la société. Le Président Tebboune est aiguillonné par ses «fortes convictions», ses «54 engagements» et les pulsions de tout un peuple en désir d'avenir. Son unique vœu est de rendre les Algériens fiers et heureux dans une Algérie forte, en phase avec les évolutions du monde.

APS

LOI ORGANIQUE RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DU PARLEMENT

Tirs groupés des députés

Le projet de loi modifiant la loi organique n°16-12 du 25 août 2016 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la Nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les Chambres du Parlement et le gouvernement ne semble pas du goût de nombre de membres de la Chambre basse du Parlement.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Et pour cause, les débats autour de ce texte, en plénière de l'Assemblée, ont été entamés, hier mardi par des tirs groupés contre la mouture gouvernementale dont le rapport préliminaire élaboré par la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés a retenu sept propositions d'amendement dont quatre émanant de députés du Mouvement de la société pour la paix. Et c'est un parlementaire de ce parti, le premier des 117 députés inscrits pour intervenir lors de ces débats étalés sur deux jours, qui a ouvert les hostilités.

Le député islamiste a, en effet, regretté que ledit texte n'ait pas touché la loi en vigueur dans sa profondeur et dans son intégralité, puisque se contentant, selon lui, de «changements de pure forme». Pour lui, la consécration dans la Constitution du 1^{er} novembre 2020, d'un «rôle plus accru pour l'opposition parlementaire ne trouve pas de matérialisation dans ce projet de loi». C'est à croire, poursuit-il, que l'exécutif «agit à contrecourant des orientations

présidentielles». Un reproche que reprendront d'autres intervenants dont un du parti du Front de libération nationale qui s'est distingué par une attaque virulente contre le texte allant jusqu'à affirmer qu'il n'est pas le bienvenu parmi les membres de la Chambre basse du Parlement sous les applaudissements de ses pairs présents. Et de se focaliser dans son intervention sur l'exemple de l'article 87 bis 1 dudit texte élagué de la disposition interdisant aux parlementaires des deux Chambres de réclamer de l'exécutif des informations ou documents relatifs aux «intérêts vitaux de l'économie nationale», dans le rapport préliminaire de la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés.

Un retrait de cet alinéa à valeur de «tromperie», selon le député qui a fait remarquer que cette disposition est maintenue dans un autre article dudit texte. «On ne fait que nous offrir d'une main ce que l'on nous retire de l'autre main», ironise-t-il. Une jeune députée du PLJ (Parti de la liberté et de la justice), intervenant



presque en sanglotant, s'en est prise dans son intervention à ces ministres qui «ne concèdent pas à donner une suite favorable aux interpellations des députés» et «tardent» à répondre à leurs questions orales et écrites. Elle a fait remarquer, dans la foulée, que ledit projet de loi vient «en retard» puisque, selon elle, devant intervenir «il y a seize mois de cela».

Et le texte n'a trouvé grâce

qu'aux yeux de députés notamment du Rassemblement national démocratique et du Front el Moustakbal qui ont fait preuve d'une discipline de fer dans le soutien audit texte avec de mineures réserves. Et ce, a contrario de leurs pairs du vieux front du pouvoir, divisés sur le sujet alors que ceux du MSP sont unanimes à rejeter le texte prévoyant de voter contre le 7 mars prochain.

Les débats autour de ce projet de loi devront se poursuivre aujourd'hui mercredi avec, notamment, les interventions des chefs des divers groupes parlementaires de l'Assemblée. Un texte qui devra faire l'objet, selon le chef du groupé parlementaire du MSP, d'autres amendements avant sa soumission au vote des députés dans trois semaines.

M. K.

COMMENTAIRE

MESSAGES

Par Nadia Kerraz

« Le président est réellement en colère. Il n'est pas du tout content de la cadence de traitement de nombreux dossiers par le gouvernement », a indiqué, hier, l'APS dans un commentaire au contenu ô combien révélateur. « Le communiqué du Conseil des ministres d'hier (lundi, NDLR) est à « décrypter » et surtout à lire « entre les lignes ». Oui, hier (lundi), le titre de « le coup de gueule du Président » y conviendrait aisément », peut-on lire. Pour le chef de l'Etat, le retard constaté est d'autant plus incompréhensible qu'il n'a eu de cesse, à l'occasion de ses nombreuses prises de parole, de dire haut et fort ce qu'il attend et ce qu'il est en droit d'attendre de ceux et celles qui sont en charge de mettre en œuvre ses engagements. La dernière réunion périodique gouvernement-walis qu'il a présidée au mois de janvier,

bien que suivie par des instructions, directives et orientations données à l'issue des Conseil des ministres, s'était pourtant voulue comme « n^o 1^{er} rappel à l'ordre adressé en direction des partisans de la « culture de la passivité ». D'autant que depuis son investiture en 2019, le président Tebboune œuvre à changer les mentalités et à jeter les bases de la nouvelle dynamique qu'il veut insuffler au pays. L'Algérie nouvelle n'est pas le slogan d'une campagne électorale, c'est une vision à long terme dont la finalité est de révolutionner le fonctionnement qui était en cours. Une vision que le premier magistrat du pays a explicitée à plus d'une reprise. La dernière fois, c'est en janvier 2023 : « Je veux voir des managers avec le sens de l'initiative et de l'audace. C'est l'esprit que j'attends chez chacun de vous, libérez-vous de l'hésitation », a-t-il soutenu devant les membres du gouvernement, les walis et autres cadres centraux et locaux. Conscient aussi des stigmates de l'ancienne époque, il a eu les mots nécessaires et justes pour rassurer l'assistance : « N'ayez crainte, seuls ceux qui font des erreurs délibérées répondront

de leurs actes devant la justice. » Pour autant, il ne manquera pas aussi de tracer les lignes rouges afin que les tentations et les pratiques d'un passé désormais révolu ne ressurgissent pas. Aussi, a-t-il précisé, « je ne tolérerai aucun blocage bureaucratique ou acte de corruption », ajoutant que ceux qui seront pris la main dans le sac le paieront « très très cher ». Si le président de la République n'en est pas encore là, il n'en demeure pas moins qu'il a pleinement conscience qu'il ne peut plus se suffire d'avertissements et qu'il se doit de prendre les décisions à même de corriger la situation. Aussi, est-il indiqué, « le Président, qui a engagé une véritable course contre la montre et qui ne dort jamais sur ses lauriers, sait que d'autres « thérapies » s'imposent pour en finir avec cette tumeur maligne connue sous le nom de « bureaucratie ». Et pour cause, l'année 2023 doit être celle du renforcement des acquis et de l'amélioration des conditions de vie du citoyen qui demeure en tête des priorités du chef de l'Etat.

■ N. K.

MARCHÉ PÉTROLIER

Des perspectives prometteuses

Loin de connaître son épilogue, le conflit Ukraine-Russie continue de nourrir l'incertitude qui caractérise le marché pétrolier. Instable, ce dernier enregistre des fluctuations de prix avec plutôt une tendance baissière ces derniers temps. Hier encore, le cours du Brent de la mer du Nord pour livraison en avril prochain s'établissait à 83,89 dollars le baril après qu'il eut atteint, lundi dernier, le seuil de 86,61 dollars. Avec la décision prise par l'Opep+ de ne pas revoir les niveaux de production décidés lors de la réunion d'octobre 2022 à Vienne, qui stipule le maintien de la réduction de 2 millions barils/j jusqu'à fin 2023, tous les efforts ont pour objectif d'assurer l'équilibre entre l'offre et la demande, explique l'expert pétrolier Khaled Boukhelifa. Selon lui, «aucune action n'est attendue avant juin 2023, date fixée pour la prochaine réunion des pays membres de l'Opep+, mis à part le retrait convenu de 700.000 barils/j par la Russie au mois de mars». Il soutient qu'avec le contexte actuel, de plus en plus complexe et en tenant compte de plusieurs facteurs géopolitiques, «l'incertitude plane toujours sur le marché pétrolier et la situation reste peu contrôlable», notamment avec l'offre supplémentaire américaine mise sur le marché. Mais la décision de la Chine de lever sa politique «zéro Covid» influera inéluctablement sur le marché pétrolier qui devrait connaître, en conséquence, une augmentation de la demande, Pékin étant le principal importateur de pétrole. A cela s'ajoutent les craintes du côté des Etats-Unis qui ont pris des mesures de réduction de l'inflation. «Il serait difficile de se prononcer sur l'évolution des prix du pétrole dans une telle situation, surtout que ces derniers dépendent de nombreux facteurs liés aux contextes économique, géopolitique et sanitaire», a-t-il renchéri. Plus optimiste, il se réfère à des analystes qui prévoient un cours de l'or noir à 100 dollars d'ici la fin 2023. «Les perspectives du marché pétrolier seront positives si aucun élément ou événement exceptionnel n'intervient entre-temps», soutient l'expert. Ainsi, la question énergétique continue de susciter le débat et reste au centre de l'actualité nationale et internationale. Elle sera à l'ordre du jour de la rencontre qu'organisera, aujourd'hui, le Cercle d'action et de réflexion pour l'entreprise (Care). «C'est à l'aune de ces nouvelles évolutions que le Care propose un débat qui traitera du marché gazier algérien sous le prisme des perspectives que les nouveaux bouleversements énergétiques apportent. Il s'agit essentiellement des opportunités que cette crise offre à l'Algérie : développement des potentialités gazières avec le lancement de nouveaux investissements, développement d'une industrie gazière qui donnera de l'émulation à d'autres industries, étant entendu que le gaz est un intrant indispensable, et aussi captation de nouvelles parts dans le marché gazier, et du rôle qu'elle aura à assumer durant les courtes et moyennes échéances», indique un communiqué du Cercle.

■ Wassila Ould Hamouda

FINANCE ISLAMIQUE

Al Kacimi appelle à plus de transactions

LE CENTRE universitaire de Tipasa a organisé hier un colloque international sur la finance islamique. Cette édition dédiée à «l'industrie de la finance islamique en Algérie et exigences du leadership», a été organisée par le Haut conseil islamique (HCI), en coordination avec la Banque Centrale et la Banque nationale d'Algérie (BNA), avec la participation d'établissements bancaires et financiers en Algérie et d'experts du domaine nationaux et étrangers.

Dans une allocution à l'ouverture des travaux, le Recteur de la grande mosquée d'Alger, Cheikh El Mamoun El Kacimi, a souligné que «ce qui distingue les transactions financières islamiques : elles sont fondées sur l'honnêteté, l'engagement et la tolérance ; Il offre aux clients ce à quoi ils aspirent en termes de sécurité pour leur argent et de réassurance du fruit

de leurs efforts et de leurs investissements ». Il a estimé que « plus les transactions sont régies par les principes et la morale islamiques prévalent dans la société, plus la stabilité économique, la coopération et la solidarité sociale y sont réalisées. Et les transactions entre ses membres et composants se sont resserrés. »

Il a ajouté en disant : «le monde entier a un besoin urgent de développer la morale, avant de développer l'argent. Le concept de développement global ne doit pas se limiter au seul aspect économique ; Il devrait plutôt l'étendre à tous les domaines de la vie : scientifique, culturel, social et moral, d'une manière qui réalise le bonheur de l'humanité».

Cheikh Al Kacimi a appelé les responsables du secteur bancaire islamique à «faire le maximum d'efforts pour atteindre les objectifs des banques isla-

miques, en tant qu'institutions de collecte de fonds ; Et en les employant, conformément à la loi islamique, d'une manière qui sert la construction d'une société interdépendante, qui réalise une distribution équitable et met l'argent dans le droit chemin.

El Kacimi a conclu son allocution en exprimant l'espoir que « l'attention des banques islamiques se porte sur les formules de financement productives, et que le travail bancaire islamique a un impact tangible dans la résolution des problèmes de pauvreté et de chômage, à travers des projets bénéfiques, qui apportent du bien et des avantages aux sociétés islamiques ».

Il a souligné enfin que la finance islamique garantit à la nation son développement économique et social, par des moyens légitimes, et qu'elle soutient la solidarité sociale, à travers ses

méthodes islamiques».

Par ailleurs, dans une communication intitulée «Rôle de la Banque d'Algérie dans le soutien de l'industrie financière en Algérie», présentée à ce colloque, M.Bouldanine a fait état d'un montant global de près de 500 milliards de DA de dépôts au niveau des banques publiques et privées depuis le lancement des produits de la finance islamique en 2020 jusqu'à août 2022.

La valeur des financements, à la même période, a été estimée à «400 milliards de DA au niveau de la totalité des banques et établissements financiers activant en Algérie», a-t-il ajouté.

Le même responsable a souligné l'ouverture à la fin août 2022 de 469 guichets dédiés à la finance islamique, à l'échelle nationale, parallèlement à 600.000 comptes bancaires.

Hamid B.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger